MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ATHENES

N° 12 – Edition du 22 décembre 2022

BULGARIE

- Sondage sur l'adhésion à la zone euro
- Hausse de 9,1 % en g. a. des flux d'IDE attirés sur la période janvier-octobre 2022
- Premier paiement au titre du PNRR de 1,4 Md EUR
- Paiement à l'avance de 90 M EUR d'impôts par Lukoil
- Ouverture pour autoriser la Bulgarie à exporter certains produits pétroliers raffinés obtenus à partir de pétrole brut russe importé
- Approbation par la Commission européenne du Programme opérationnel « Développement des régions » 2021-2027

LE CHIFFRE À RETENIR

1/3 DES BULGARES SONT FAVORABLES A L'ADHESION DE LEUR PAYS A LA ZONE EURO

Sondage sur l'adhésion à la zone euro de la Bulgarie

CHYPRE

- Adoption du Budget de l'Etat pour 2023
- La dette publique atteint 23,74 Mds€ à la fin du T3 2022
- Signature d'un accord de prêt entre la République de Chypre et la BEI
- Hausse de +8,1% de l'inflation en novembre 2022
- Chypre annonce que les forages d'exploration du gisement Zeus-1 ont été achevés avec succès.
- Capital Intelligence Ratings relève en partie les notations d'Hellenic Bank et de Bank of Cyprus

GRECE

- Exécution budgétaire janvier-novembre 2022
- Réduction du déficit de TVA
- Pass alimentaire - nouvelle mesure de soutien pour contrer la hausse des prix
- La Grèce se félicite de l'accord sur le mécanisme permettant de plafonner les prix de gros du gaz
- Nouvelles dispositions de l'accord concernant le régime de taxation du secteur maritime
- Accord entre Onex Shipyards et Fincantieri sur la maintenance de corvettes dans les chantiers d'Elefsis
- Quatre candidats à la concession de l'aéroport international de Kalamata

ROUMANIE

- Le Président de la République promulgue le budget 2023
- La BCE prolonge la ligne de repo mise à disposition de la BNR
- Le marché de l'emploi se dégrade légèrement au troisième trimestre
- La Roumanie a diminué sa consommation de gaz cet automne
- Le Parlement approuve l'accord de soutien passé entre l'Etat et Nuclearelectrica pour la construction des réacteurs 3 et 4 de Cernavoda

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Sondage sur l'adhésion à la zone euro. Le ministère des Finances a annoncé le 19 décembre les résultats d'un sondage réalisé par l'agence Alpha Research concernant l'adhésion à la zone euro : un tiers des citoyens bulgares sont favorables à cette adhésion contre 50 % qui s'y opposent dont 27 % de façon catégorique. L'inquiétude la plus vive parmi les sondés est le risque d'une hausse des prix. L'attitude des entrepreneurs est plus positive : deux tiers se déclarent pour une adhésion à la zone euro, dont ils attendent des effets positifs sur l'économie (59 % des entrepreneurs interviewés) et sur leurs entreprises (61 %). La ministre des Finances, Rossitsa Velkova a rappelé, lors de la présentation des résultats du sondage, que l'adhésion à la zone euro au 1er janvier 2024 est prioritaire pour le gouvernement qui a soumis à l'Assemblée nationale les amendements législatifs nécessaires (des amendements à la loi sur la Banque nationale, au code d'assurance, à la loi sur le commerce, à celle sur les mesures anti-blanchiment) qui pourraient être adoptés d'ici la mi-janvier.

Hausse de 9,1 % en g. a. des flux d'IDE attirés sur la période janvier-octobre 2022. Selon les données préliminaires de la Banque centrale les flux entrants d'IDE ont enregistré une hausse de 9,1 % en g. a. sur les 10 premiers mois de l'année, à 1,5 Md EUR (1,9 % du PIB), tirée par la hausse des titres de créances et des prises de participation. Les premiers investisseurs en termes de flux sont Chypre (378,5 M EUR sur janvier-octobre 2022) et la Belgique (213,7 M EUR). Le stock d'IDE a atteint 50,4 Mds EUR à la fin du second trimestre 2022, stable par rapport à la fin de 2021.

Enjeux sectoriels et thématiques

Premier paiement au titre du PNRR de 1,4 Md EUR. Le Vice-Premier ministre, Atanas Pekanov, a indiqué que la Bulgarie a reçu la première tranche des subventions au titre du plan de relance et de résilience, pour un montant de 2,7 Md BGN soit 1,4 Md EUR. D'après M. Pekanov, ces fonds seront utilisés pour les projets concernant la modernisation et la numérisation des PME, l'extension du métro de Sofia, le système TETRA du ministère de l'Intérieur, l'efficacité énergétique du parc immobilier résidentiel et non résidentiel, l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments et l'éclairage artificiel extérieur des municipalités.

Paiement à l'avance de 90 M EUR d'impôts par Lukoil. Le Vice-Premier ministre et ministre des Transport et de la communication, Hristo Aleksiev, a indiqué le 20 décembre que Lukoil avait versé des impôts à l'avance, ce qui résulte, selon lui, du transfert de toute l'activité économique de la compagnie des Pays Bas vers la Bulgarie. D'après Hristo Alexiev, ce montant dépasse celui que la compagnie a versé à l'Etat sur les 20 dernières années. Il prévoit un montant de 600 M EUR en 2022.

Ouverture pour autoriser la Bulgarie à exporter certains produits pétroliers raffinés obtenus à partir de pétrole brut russe importé. La décision 2022/2478 du Conseil de l'UE du 16 décembre 2022, prévoit des dérogations temporaires pour les importations de pétrole brut en provenance de Russie par oléoduc et par voie maritime pour la Bulgarie. D'après cette décision, le pays est autorisé à exporter certains produits pétroliers raffinés obtenus à partir de pétrole brut russe vers l'Ukraine ainsi que vers

des pays tiers (l'une des conditions étant que ces produits ne peuvent être stockés en toute sécurité en Bulgarie).

Approbation par la Commission européenne du Programme opérationnel « Développement des régions » 2021-2027. Le ministère du Développement régional et des travaux publics a annoncé l'approbation par la Commission européenne du programme opérationnel « Développement des régions » 2021-2027 pour plus de 3,6 Mds BGN (1,8 Md EUR) destiné au développement des infrastructures urbaines vertes des 10 principales villes de la Bulgarie ainsi que des investissements dans des projets de développement territorial intégré (modernisation des infrastructures dans les secteurs du transport, de l'éducation, de la santé, de culture, de l'efficacité énergétique, du sport, du tourisme etc.).

Chypre

Macroéconomie et finances

Par 29 voix pour et 24 voix contre, le Parlement a approuvé le 8 décembre dernier le budget de l'Etat pour 2023. Le Ministre des Finances, dans sa présentation du dernier budget du gouvernement Anastasiades, a mis l'accent sur le cadre macroéconomique actuellement favorable. Le budget se base en effet sur l'hypothèse d'une croissance du PIB de +3% en 2023, après voir atteint +6,0% en 2022. Le taux de chômage se réduirait en conséquence, à 6,4% de la population active contre 7,0% en 2022, tandis que l'inflation retomberait à 3% (après 7,7% en 2022). Le budget 2023 prévoit un excédent à hauteur de 460 M€ (soit environ 1,7% du PIB), les recettes publiques (11,76 Mds€) surpassant largement les dépenses (11,29 Mds€). Le solde primaire serait porté à 3 % du PIB. Conjugué à une croissance solide, ce dernier permettra d'accélérer la dynamique de réduction de la dette publique, qui devrait tomber à 83,3% du PIB (contre 89,3% fin 2022 et 103,9% en 2021). Le gouvernement s'est félicité de l'adoption du budget, qui illustre la volonté d'assainissement des finances publiques sans pour autant délaisser les dépenses de protection sociale (+4% en 2023) et les investissements vecteurs de croissance future. L'enveloppe dédiée aux dépenses de développement (projets en cours de construction, projets cofinancés, formation, subventions aux établissements d'enseignement, etc.) enregistre en effet une augmentation de 12 % en 2023. A l'inverse, le service de la dette affiche une baisse de 21,5 % pour 2023, à 1,9Md€, contre 2,4Mds€ en 2022.

L'encours nominal de dette publique atteint 23,74 Mds€ à la fin du troisième trimestre 2022, soit environ 91,2% du PIB. Ce montant est stable sur 3 mois (-0,8%), les émissions souveraines ayant été limitées dans un contexte de remontée des taux d'intérêt en Europe* tandis qu'aucune échéance majeure de remboursement n'est intervenue au cours de la période. Principalement détenue par des créanciers externes (91%), sur des échéances de moyen-long terme (99%), et intégralement libellée en euros, la dette publique chypriote est également composée aux deux tiers d'obligation souveraine, le résidu consistant en des prêts à rembourser auprès des créanciers européens (MES, EIB, SURE, RRF,…). La part de la dette à taux d'intérêt variable est élevée (31%) dans un contexte de resserrement des conditions monétaires en Europe. Les prochaines échéances de remboursement se chiffrent enfin à près de 700 M€ au T4 2022, et environ 1,4 Md€ en 2023.

*Le taux à 10 ans chypriote atteignait 4,01% au 16 décembre 2022, contre 0,63% au 1er janvier 2022.

Signature d'un accord de prêt de 150 M€ entre la République de Chypre et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour le financement de projets au niveau des municipalités chypriotes. L'accord, qui porte sur un prêt-cadre provisoire, s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement Thalia pour les années 2021-2027. Les crédits octroyés au Ministère des Finances devront permettre d'investir dans des projets de réhabilitation urbaine qui comportent une dimension verte. Les investissements éligibles pourront inclure (i) la revalorisation des espaces verts et publics, (ii) l'amélioration des transports urbains durables (routes, voies piétonnes et cyclables, transports publics), (iii) la rénovation de bâtiments publics, (iv) la revalorisation des infrastructures municipales (routes, eau potable, assainissement, etc.), (v) les actions de régénération urbaine ou encore (vi) les villes intelligentes et l'administration électronique.

Hausse de +8,1% de l'indice des prix harmonisés en novembre 2022. Sur un an, les principales composantes de l'inflation sont sans surprise le poste énergétique (+17,6% pour la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants ») et le transport (+9,4%). L'inflation alimentaire atteint également un niveau relativement élevé (+15,1% sur un an), tout comme les services d'hôtellerie-restauration (+8,2%). Par rapport au mois de d'octobre, l'indice des prix harmonisés se contracte légèrement, à -0,4%. Sur les 11 premiers mois de l'année, l'inflation HCPI s'établit à +8,1%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le Ministère de l'Energie, du Commerce et de l'Industrie annonce que les forages d'exploration du gisement Zeus-1 ont été achevés avec succès. Menés par le consortium ENI-Total, ces travaux ont permis de mettre à jour l'existence de réserves estimées entre 2 et 3 trillions de pieds cubes (entre 56 et 85 Mds de m3). La découverte de Zeus-1 constitue la troisième consécutive du consortium sous licence dans le bloc 6, après Calypso-1 et Cronos-1. Le Ministère a précisé eximané les moyens d'accélérer l'exploitation de ces dernières découvertes.

Capital Intelligence Ratings relève en partie les notations d'Hellenic Bank et de Bank of Cyprus et établit les perspectives des deux banques systémiques à « stables ». Concernant Hellenic Bank, la quasi-totalité des notes ont été relevées du fait d'une amélioration globale de la qualité des actifs (baisse du ratio de créances douteuses). Les perspectives sont déterminées comme stables dans la mesure où des aléas baissiers (impact de la guerre en Ukraine sur la qualité des actifs et la rentabilité) et haussiers (titrisation attendue d'un portefeuille de NPLs) coexistent. CI Ratings souligne qu'un meilleur provisionnement des créances douteuses et l'amélioration de sa rentabilité, notamment grâce au plan de départ volontaire mis en place pour 450 employés (moyennant une indemnité totale de 70 M€), constituent les principaux défis de la banque. L'agence de notation a également relevé d'un cran l'ensemble des notes de Bank of Cyprus, en raison principalement de l'amélioration de la qualité des actifs. Les mêmes incertitudes ont toutefois été mises en avant, justifiant le maitien de perspectives neutres.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier-novembre 2022 (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 5,684 Mds€, contre un objectif de déficit de 6,760 Mds€ prévu au titre de la loi de finances 2022, et contre un déficit de 12,267 Mds€ sur la même période 2021. Le budget accuse un déficit primaire de 1,126Md€, contre un objectif de déficit de 2,239 Mds€ et contre un déficit primaire de 7,882 Mds€ sur la même période 2021. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 53,392 Mds€, en hausse de 250 M€ (+0,5%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023. Les recettes fiscales se sont élevées à 50,237 Mds€, en hausse de 502M€ (+1%) par rapport aux estimations de la loi de finances 2023. Les dépenses totalisent 59,075 Mds€, en baisse de 826 M€ par rapport à l'objectif (59,901Mds€) prévu dans la loi de finances 2023. Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 827 M€, évolution due au décalage des paiements des programmes d'armement. Les paiements au titre des dépenses d'investissement se sont élevés à 8,823 Mds€, en hausse de 1M€ par rapport à l'objectif, en raison de l'amélioration de l'exécution des dépenses du fonds national de relance et de résilience.

En 2020, la Grèce a enregistré une réduction de 3,7% de son déficit de TVA, soit à 19,7% de la TVA totale exigible théorique (VTTL), contre 23,4% en 2019, selon le rapport 2022 de la Commission européenne sur l'écart de TVA (la différence entre les recettes de TVA attendues et le montant effectivement perçu). Cette réduction a eu lieu malgré l'application de taux réduits dans des secteurs importants en raison de la pandémie. Par conséquent, la réduction serait plutôt liée à la conformité des paiemets en raison de la réduction des taux d'imposition entreprise par le pays depuis 2019.

Pass alimentaire - nouvelle mesure de soutien annoncée par le gouvernement pour contrer la hausse des prix. A partir de février 2023 et pour six mois (jusqu'à juillet 2023), une subvention de 10 % de la facture des courses alimentaires sera accordée aux ménages sous conditions de revenus. Le plafond d'achat mensuel par ménage sur lequel porte l'aide est de 220 € pour un ménage à un seul membre (soit une aide de 22€ par mois), augmenté de 100 € pour chaque membre supplémentaire et jusqu'à 1000 € d'achats. Ainsi, l'aide pour les six mois s'élève à 312 € pour une famille avec deux enfants, à 192 € pour un couple, tandis qu'une famille nombreuse avec quatre enfants reçevra 432 € à la fin du semestre. Les bénéficiaires sont les ménages dont le revenu annuel ne dépasse pas 16 000 € pour une personne seule et 24 000 € pour les couples mariés ou les partenaires pacsés, plus 5 000 € pour chaque enfant. Le coût budgétaire s'élève à 650 M€.

Enjeux sectoriels et thématiques

Dans un communiqué de presse, le Ministre de l'Environnement et de l'Energie, M. Kostas Skrekas, se félicite de l'accord des 27, intervenu le 19 décembre, sur le mécanisme permettant de plafonner les prix de gros du gaz à partir de 180 euros / MWH. Le nouveau mécanisme s'appliquera à partir du 15 février pour l'indice des prix TTF (indice de référence européen) et à partir du 31 mars 2023 pour tous les autres indices, après évaluation par l'ESMA (Autorité européenne des marchés financiers) et l'ACER

(Agence de coopération des régulateurs de l'énergie). Il sera activé dès que les prix observés sur le TTF atteindront 180€/MGW durant trois jours. La durée du mécanisme est fixée à un an.

Adoption par le Parlement des nouvelles dispositions du protocole d'accord (MoU) entre les armateurs grecs et le gouvernement concernant le régime de taxation du secteur maritime. Comme prévu, la contribution volontaire annuelle du secteur passera de 40 à 60 M€ par an. En contrepartie, les armateurs grecs ont obtenu l'abaissement de 10% à 5% du taux d'imposition sur les dividendes pour les activités maritimes importées en Grèce. Ce régime concernera dorénavant aussi les revenus des plus-values provenant de la vente d'actions.

Signature d'un accord (MoC) entre Onex Shipyards et Fincantieri pour la mise en place d'une ligne de production et de maintenance de corvettes au sein des chantiers navals d'Elefsis. L'accord a été signé sous la supervision du Ministre du Développement et des Investissements, Adonis Georgiadis. Il prévoit la construction de 2+1 corvettes, la mise à niveau de l'équipement et le transfert de technologies nécessaires pour un total de 80 M€, ainsi que la création de 2 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction navale. Pour rappel, le gouvernement grec prévoit d'acheter trois corvettes pour un coût d'environ 1,5 Md€ pour la modernisation de sa marine, et souhaite établir une partie de la production en Grèce. Le Ministre a précisé que si le gouvernement étudiait l'ensemble des propositions soumises, le mémorandum garantissait que les chantiers navals d'Elefsis répondent aux attentes du programme de corvettes si l'offre de Fincantieri est retenue par la marine grecque.

Quatre consortia ont exprimé leur intérêt pour la concession portant sur l'exploitation, le développement et l'entretien de l'aéroport international de Kalamata pour une période de 40 ans. Growthfund (HCAP), le fonds national de la Grèce, a annoncé les quatre investisseurs :

(1) Egis Airport Operation-AKTOR CONCESSIONS SINGLE MEMBER SA- Aéroports de la Côte d'Azur
(2) FRAPORT AG - DELTA AIRPORT INVESTMENTS S.A. - PILEAS SA
(3) GEK TERNA SA - GMR Airports Limited
(4) MYTILINEOS SA - CORPORATION AMERICA AIRPORTS SA

Lancé en septembre, cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre de la planification stratégique de HCAP concernant le développement des aéroports régionaux en Grèce. L'annonce des investisseurs présélectionnés, marquant la 2e phase du processus d'appel d'offres, interviendra au cours du premier trimestre de 2023. En sus de l'aéroport de Kalamata, 22 aéroports régionaux seront également concernés par le processus de privatisation, la limite de soumission des offres ayant été fixée au 6 février 2023.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le Président de la République promulgue le budget 2023. Le Président a promulgué, le 19 décembre, le budget adopté par le Parlement la semaine précédente. Ce dernier est construit sur des hypothèses macroéconomiques optimistes, avec le postulat d'une croissance de +2,8 % et d'une inflation annuelle de +9,6 %. Le gouvernement souhaite accroitre ses dépenses d'investissements, largement financées par les fonds européens, à 7,2 % du PIB, un niveau record depuis 2009. Par ailleurs, les augmentations salariales accordées aux fonctionnaires pèseront sur les dépenses, tout comme le budget de la Défense, largement revu à la hausse. Si le gouvernement prévoit de limiter le déficit budgétaire à -4,4 % du PIB, il pourrait atteindre -5,7 % selon le conseil fiscal.

La BCE prolonge la ligne de repo mise à disposition de la BNR. Le 15 décembre, à l'issu de la réunion du Conseil des gouverneurs, la BCE a annoncé le prolongement de la ligne d'accès aux liquidités en EUR dont bénéficie la BNR auprès d'elle. D'un montant de 4,5 Mds EUR, cette ligne de repo, ouverte lors du déclenchement de la crise sanitaire, sera accessible jusqu'au 15 janvier 2024. Cela permettra à la BNR d'accroitre ses capacités d'intervention, notamment au service de la stabilité du RON, dans un environnement économique incertain.

Le marché de l'emploi se dégrade légèrement au troisième trimestre. Dynamique au cours du premier semestre, le marché de l'emploi montre des signes de faiblesse au troisième trimestre. Le taux d'emploi a reculé de -0,1 pp, à 63,5 %, alors que le taux de chômage a légèrement progressé, à 5,4 % (+0,1 pp), pour la première fois depuis le début de l'année. Si le taux d'emploi des hommes est plus élevé que celui des femmes (71,6 % contre 55,0 %), la population masculine est également d'avantage exposée au chômage. Le taux de chômage des hommes de 15 à 24 ans atteint ainsi 28,9 %. Enfin, le taux d'emplois vacants reste stable, à 0,9 %.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Roumanie a largement diminué sa consommation de gaz cet automne. Malgré le refus du gouvernement d'imposer des mesures d'économies d'énergie obligatoires aux populations, la consommation de gaz a largement reculé dans le pays depuis l'été. Selon Eurostat, entre aout et novembre 2022, la consommation de gaz a diminué de -34,8 % par rapport à la consommation moyenne observée sur la même période lors des 5 exercices précédents. La Roumanie est ainsi le 5ème pays européen en termes de réduction de sa consommation, bien au-delà de la moyenne européenne (-20,1 %). De nombreux industriels roumains de certains secteurs (aluminium, engrais…), grands consommateurs de gaz, ont notamment réduit ou stoppé leur production en raison de l'explosion de leurs dépenses énergétiques. Par ailleurs, le pays a profité, comme la plupart des autres Etats du Vieux Continent, d'un automne clément.

Le Parlement approuve l'accord de soutien passé entre l'Etat et Nuclearelectrica pour la construction des réacteurs 3 et 4 de Cernavoda. L'Etat a conclu un accord avec Nucleraelectrica afin de relancer le projet de construction des réacteurs 3 et 4 de Cernavodă, unique centrale nucléaire de Roumanie. Ainsi, le gouvernement s'engage à financer ce projet, alors que le Ministère des Transport et des

Infrastructures doit, de son coté, réaliser des aménagements sur le Danube afin d'assurer le refroidissement des deux nouveaux réacteurs. Le gouvernement bénéficiera, dans le cadre de ce projet, d'un financement américain de 3 Mds USD. L'accord évoque également un projet de stockage des déchets radioactifs à l'horizon 2050. Ces deux réacteurs, prévus de longue date, doivent couter 7 Mds EUR et être raccordés au réseau électrique en 2030 et 2031. Ces travaux permettront d'accroitre la part du nucléaire dans le mix énergétique roumain, à 36%, contre 20% actuellement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo : ©